



Le GREAT

Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 100

" Réfléchir à changer "

Avril 2019

Les sources de la croissance économique au Mali

François KONE

Editorial



Les causes des contre-performances économiques peuvent être recherchées dans la structure de l'économie, structure qui ne montre aucune influence nette d'un secteur pris isolément sur la trajectoire du PIB même si le primaire semble néanmoins jouer un certain rôle moteur au seul sens que le PIB reproduit à peu près les fluctuations de la valeur ajoutée de ce secteur, jusqu'en 2005 tout au moins, mais depuis il n'en est rien.

Quand on décompose le taux de croissance global en une somme de part de croissance fournie par chaque secteur d'activités, compte tenu de son poids dans le PIB et de sa croissance propre, on découvre qu'en 2007 par exemple le secteur tertiaire compte pour 70% de la croissance globale contre 22% au primaire et 8% au secondaire. En 2016, les contributions respectives sont de 53, 45 et 2%. Ainsi, à structure économique inchangée, la croissance est dictée par le tertiaire lequel ne peut induire une modification structurelle de l'économie.

Massa Coulibaly

Introduction

La croissance économique représente un enjeu majeur parce qu'elle conditionne l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. Elle demeure pour les pouvoirs publics, l'objectif principal de la politique économique.

Quelles que soient les politiques mises en œuvre, les objectifs d'amélioration du bien-être de la population ne peuvent être atteints sans une croissance économique forte, soutenue et durable. La croissance économique est l'augmentation soutenue, sur une période longue, de la production de biens et de services d'un pays. Sa mesure se fait à travers le taux de croissance du Produit intérieur brut à prix constants (PIB), calculé par année. Lorsqu'elle est inclusive, la croissance économique assure la prospérité économique, sociale et humaine.

Une analyse par secteur économique permet de distinguer la contribution de chaque secteur à la croissance du PIB, compte tenu de son poids dans l'économie et de la croissance interne de sa production. Tous les secteurs de l'économie malienne contribuent différemment à la croissance économique. Il s'agit donc d'aller à la source du phénomène et de chercher des éléments de réponse à la question de savoir quel est le secteur ou l'élément essentiel qui tire la croissance économique au Mali ?

Les faibles performances économiques pourraient aussi s'expliquer par la faible valorisation du potentiel agro-pastoral, l'enclavement national et sous-régional, la faiblesse des infrastructures et la faiblesse du tissu industriel créateur d'emplois et de richesses. La forte croissance de sa population et la récente crise politico-sécuritaire éclatée en 2012, avec son lot de personnes déplacées entravent aussi, quelque peu, l'amélioration substantielle et durable de ses indicateurs socioéconomiques. Aussi, analysons-nous successivement l'évolution de long terme du PIB, sa croissance y compris la croissance du PIB par habitant et les politiques de croissance jusqu'ici mises en œuvre au Mali.

1. Le PIB en série longue

Sur la période 1980-2016, le PIB du Mali est passé de 1375 milliards à 4 678 milliards de francs CFA, soit une multiplication par plus de 3 en 37 ans. Sur cette longue période, on pourrait distinguer les sous-périodes 1980-1984, 1985-1994, 1995-2000, 2001-2011 et 2012-2016. Entre 1980 et 1994, le PIB a surtout baissé d'année en année avec une seule année d'augmentation (entre 1980 et 1981), de sorte que le niveau de fin période du PIB (1212 milliards de francs CFA), a été en deçà de celui de début de période (1375 milliards). Sur la période 1985-1994, le PIB a évolué en dents de scie, avec une alternance de périodes de croissance et de périodes de décroissance. En fin de compte, c'est une augmentation nette que le PIB a connue sur cette période, de 1359 milliards de francs CFA en 1985 à 1704 milliards de francs CFA en 1994. De 1995 à 2000, on a assisté à une augmentation continue du PIB qui est passé de 1719 milliards à 2116 milliards de francs CFA. La période 2001-2011 pourrait être qualifiée de période d'augmentation accélérée du PIB, pendant laquelle l'augmentation linéaire et continue s'est faite à un rythme supérieur à celui de la période précédente. A partir de 2012, l'augmentation du PIB a repris et s'est maintenue jusqu'en 2016, après l'effet de diminution causé par la crise de 2012.

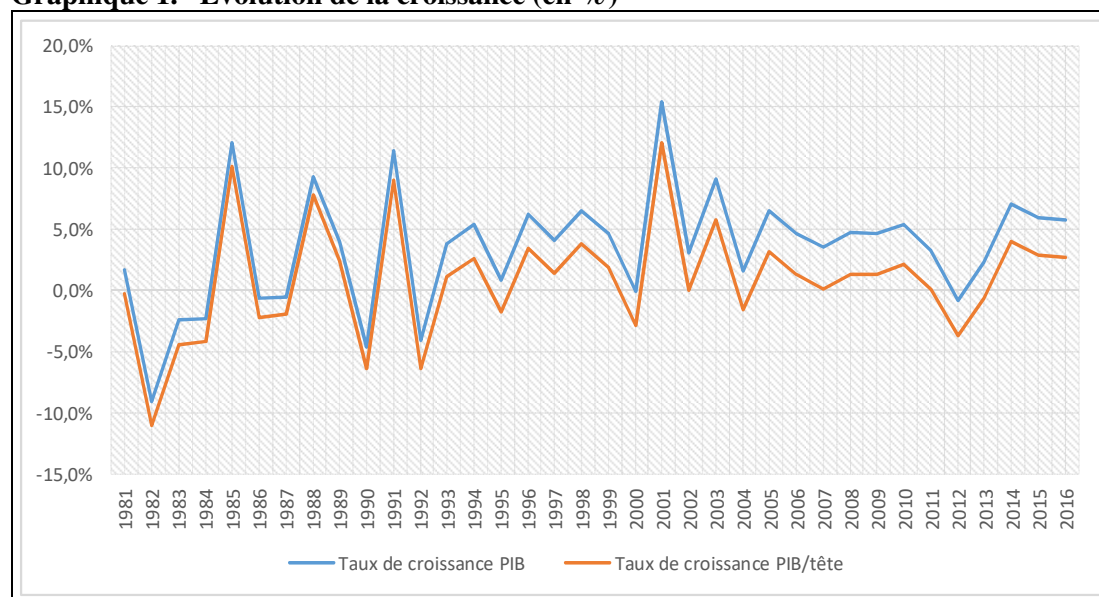
2. La croissance du PIB et du PIB par habitant

L'étude de la croissance nécessite de disposer d'une série plus ou moins longue du PIB et du PIB par tête, fournis par les comptes nationaux. Dans le cas du Mali, cette étude est contrainte par les difficultés de mesures du PIB, du fait des changements de méthodologie dans la construction des comptes nationaux, de la difficulté d'enregistrement du secteur informel et de la fiabilité limitée des données démographiques, les migrations et la dispersion de la population sur le vaste territoire rendant difficiles les recensements successifs.

La croissance économique est caractérisée par sa volatilité et sa relative faiblesse, aussi bien sur la base du PIB que du PIB par tête. Entre 1980 et 2016, on assiste rarement à 2 années successives de variation dans le même sens ou de constance du taux de croissance. C'est presque toujours une alternance, d'une année à la suivante, de hausses, de baisses ou de constances de sorte que les deux taux de croissance évoluent en dents de scie, une trajectoire sinusoïdale donc avec des amplitudes plus ou moins importantes selon les périodes. Cette forte variabilité des taux de croissance est plus marquée sur les sous-périodes 1981-1992, 2000-2005, comparativement au reste de la longue période. On assiste à des pics de croissance en 1985, en raison d'une très forte croissance du secteur primaire, en 1991 du fait d'une bonne croissance dans les 2 secteurs primaire et secondaire, en 2001, causée par une croissance exceptionnelle du secondaire accompagnée d'une bonne croissance dans le primaire et le tertiaire. Le creux de 1982 est causé par la décroissance simultanée des 3 secteurs surtout du primaire et du secondaire, celui de 1990 provient de la décroissance du primaire et du tertiaire et celui de 1992 d'une forte décroissance du primaire et dans une moindre mesure du secondaire.

Le taux d'accroissement annuel du PIB évolue généralement dans le même sens que celui du PIB par tête mais le premier est toujours au-dessus du second sur toute la période considérée (1980-2016). Cette situation pourrait s'expliquer par une croissance démographique un peu plus forte que la croissance du PIB, résultant en une moindre croissance du PIB par tête. L'écart entre la croissance du PIB et celle du PIB par tête a été faible durant les sous-périodes de forte variabilité (1981-1991 et 2000-2005) indiquées précédemment et un peu plus accentué le reste du temps.

Graphique 1. Evolution de la croissance (en %)



Source : INSTAT, Comptes nationaux, 2017

3. Décomposition de la croissance économique

La croissance du PIB dépend de celle de la valeur ajoutée des secteurs. De façon statistique, le taux de croissance global est décomposable en une somme de parts de croissance fournie par chaque secteur, compte tenu de leur poids dans le PIB et compte tenu de la croissance propre à chaque secteur. Une autre méthode de décomposition permet de scinder le taux de croissance global en une croissance à structure du PIB constante, une croissance due au changement de structure du PIB et une croissance issue de l'effet croisé des 2 précédentes sources (Banque de France, 2007). Dans cette étude, nous privilégions la première méthode, compte tenu des objectifs et des résultats fixés par les termes de référence de l'étude.

Sur la longue période 1981-2016, la contribution du secteur primaire varie entre sa valeur minimale (-6,7%) observée en 1982 et sa valeur maximale (7,5%) en 1988 avec une médiane de 0,9%. Le secondaire a une contribution inférieure à 0,7 point de pourcentage la moitié du temps et supérieure à cette valeur l'autre moitié du temps avec un niveau minimal de -2,1 points de pourcentage en 2012 et un niveau maximal de 4,9 points de pourcentage en 2001. La plus grande contribution (4,3%) du tertiaire a eu lieu en 2001 et la plus petite contribution (-1,6%) en 1986.